

Conjoncture. La relance de l'économie ne compense pas le déficit commercial

À fin 2018, les principaux agrégats macro-économiques se comportaient de manière positive sans pour autant avoir un impact suffisant sur la balance commerciale ou encore le déficit budgétaire.

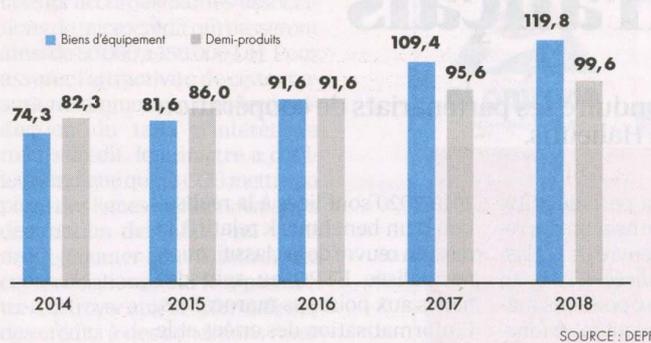
Abdessamad Naimi

a.naimi@leseco.ma

L'économie nationale est-elle enfin en train de terminer sa traversée du désert ? Les derniers chiffres du ministère de l'Économie et des finances semblent le déduire. Ils relatent en effet des baromètres conjoncturels favorables tant au niveau de l'offre que de la demande, lesquels ont caractérisé la clôture de l'année 2018 en reflétant une bonne dynamique de l'activité économique dans l'ensemble. Les activités primaires se sont ainsi bien tenues grâce, notamment, à la consolidation de la valeur ajoutée agricole et la reprise du secteur de la pêche. En outre, la bonne posture des exportations marocaines reflète la dynamique positive des activités industrielles faisant état d'une bonne orientation des activités secondaires, exception faite du secteur du BTP qui peine à renouer avec ses rythmes de progression d'avant 2014. D'autre part, la vigueur des activités liées au tourisme, au transport et aux télécommunications continue d'impulser le rythme de progression du secteur tertiaire qui contribue pour plus de la moitié à la valeur ajoutée totale. Cette dynamique sectorielle a été soutenue principalement par la bonne tenue des fondamentaux du marché intérieur suite à la consolidation de l'investissement et au maintien du dynamisme de la consommation des ménages. En effet, la consommation des ménages a maintenu sa vigueur en bénéficiant, notamment, de l'évolution maîtrisée de l'inflation, de l'amélioration de la situation du marché du travail, du bon comportement des crédits à la consommation ainsi que des impacts positifs de la bonne campagne agricole 2018 sur les revenus ruraux. Pour sa part, l'effort d'investissement a été consolidé,



Importations de biens d'équipement et de demi-produits (En MMDH)



tirant profit du bon comportement de l'encours des crédits à l'équipement et des importations des biens d'équipement ainsi que du redressement des IDE. Au niveau des échanges extérieurs, le rebond des exportations marocaines, notamment celles relevant des métiers mondiaux et des phosphates et dérivés a permis

d'améliorer, certes, le taux de couverture des importations.

Des importations toujours aussi coûteuses

Néanmoins, ce rebond n'a pas été suffisant pour réduire le déficit commercial tiré particulièrement par le renchérissement de la facture énergétique. Pour leur part,

les recettes de voyages et les transferts des MRE ont permis de couvrir plus de 67% du déficit commercial et les réserves internationales nettes permettent de couvrir 5 mois et 4 jours d'importations de biens et services contre 5 mois à fin novembre 2018. La situation des charges et ressources du Trésor à fin 2018 fait ressortir un déficit budgétaire de 3,7% du PIB et ceci malgré un faible taux d'exécution des prévisions initiales au titre des dons provenant du Conseil de coopération du Golfe (moins de 40%), ce qui s'est traduit par une hausse modérée des recettes ordinaires (1,4%) comparativement au rythme d'évolution des dépenses globales (2,8%). En matière de financement de l'économie, la dynamique des crédits bancaires s'est consolidée à fin 2018 avec une progression de 3,2% après +3,1% en 2017. Les indicateurs boursiers MASI et MADEX qui ont clôturé l'année 2018 sur une baisse de 8,3% et 8,6% respectivement ont achevé le mois de janvier 2019 en quasi-stagnation par rapport à fin décembre 2018. L'évolution de l'économie nationale s'est opérée dans un contexte international globalement porteur quoique mitigé et soumis toujours à un ensemble de risques baissiers. En effet, bien que les perspectives de l'économie mondiale demeurent globalement favorables, il n'en demeure pas moins vrai que le poids des aléas baissiers entourant ces perspectives reste important et s'est accentué depuis le printemps 2018. Ainsi plusieurs risques baissiers pourraient compromettre la vigueur de la reprise économique mondiale, notamment les fluctuations des cours pétroliers, le protectionnisme accru et les négociations sur le Brexit. ●

Un déficit commercial qui se creuse

Au terme de l'exercice budgétaire 2018, la situation des charges et ressources du Trésor a été marquée par le creusement du déficit budgétaire pour se situer à 3,7% du PIB contre 3,5% un an auparavant. Cette évolution recouvre une hausse des recettes ordinaires de 1,4% face à une hausse plus importante des dépenses globales de 2,8%. Les recettes ordinaires ont atteint 233,9 milliards de dirhams. Elles ont été exécutées à hauteur de 98,8% par rapport aux prévisions initiales de la Loi de finances et ont augmenté de 1,4%. Cette évolution est attribuable essentiellement à la bonne tenue des recettes fiscales qui ont enregistré un taux de réalisation de 98,9% et un accroissement de 3,9% pour atteindre 209 MMDH.